

Présidence Suédoise du Conseil de l'Union européenne

sweden
2023.eu



Présidence Suédoise du Conseil de l'Union européenne

– premier semestre 2023

La sécurité, la résilience, la prospérité, les valeurs démocratiques et l'État de droit sont les priorités de la présidence suédoise du Conseil des ministres de l'UE au printemps 2023.

La Suède assure la présidence du Conseil de l'Union européenne dans une période où les États membres et l'Union dans son ensemble sont confrontés à des défis historiques. L'invasion illégale, inacceptable et non provoquée de l'Ukraine par la Russie constitue une menace pour la sécurité européenne et a des conséquences désastreuses en termes de flux migratoires, de sécurité alimentaire mondiale et d'approvisionnement en énergie. L'Ukraine se bat non seulement pour sa survie en tant que nation, mais aussi pour la sécurité et la vie de ses citoyens. L'UE et ses États membres ont apporté un soutien sans précédent à l'Ukraine et se tiennent fermement à ses côtés. La poursuite de la coopération avec des partenaires de confiance et le maintien d'un lien transatlantique fort doivent être assurés.

L'économie européenne est gravement touchée par cette guerre ainsi que par la manipulation continue de l'approvisionnement en énergie. La hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et des prix de l'énergie met les entreprises et les citoyens en difficulté. Malgré des mesures décisives, il reste impératif de faire preuve de fermeté dans la transition vers une économie verte et de préserver le socle de notre modèle économique afin d'assurer une croissance à long terme.

Notre unité et notre volonté d'agir restent essentielles pour la sécurité, la résilience et la prospérité de l'UE.

Sécurité – unité

La réponse rapide et décisive de l'UE à l'invasion de l'Ukraine témoigne de la force de notre action commune. La présidence suédoise accordera la priorité à la poursuite de l'aide économique et militaire à l'Ukraine, ainsi qu'au soutien à son statut de pays candidat à l'UE. Cela nécessitera des efforts supplémentaires tant au niveau national qu'au niveau européen. La reconstruction de l'Ukraine et la future adhésion du pays à l'UE nécessiteront d'autres étapes.

Afin de renforcer la sécurité de notre Union et de nos citoyens, nous devons dégager un consensus en faveur d'une politique de défense et de sécurité européenne solide, en étroite coopération avec nos partenaires. Les prochaines étapes s'appuieront sur notre action commune visant à contrer l'agression de la Russie envers l'Ukraine, sur la mise en œuvre de la boussole stratégique, ainsi que sur d'autres initiatives. La poursuite de la lutte contre la criminalité organisée transfrontière doit répondre aux aspirations légitimes des citoyens à pouvoir vivre dans des communautés sûres et sécurisées.

Compétitivité

L'attention politique la plus urgente est nécessairement consacrée à la guerre en Ukraine et à ses conséquences à court terme. Parallèlement, une attention particulière doit être portée aux efforts visant à stimuler la croissance économique pour relever nos défis à long terme. La force, la résilience et la position de l'Europe dans le monde dépendent de notre production économique, celle-ci étant étroitement liée au marché unique et au commerce mondial.

Les acteurs économiques peuvent profiter des avantages du plus grand marché unique au monde et être compétitifs sur le marché mondial, jetant ainsi les bases de la prospérité, du bien-être et de la réputation internationale de l'Europe. L'UE doit continuer à offrir les meilleures conditions possibles pour que l'économie soit saine, ouverte et fondée sur la libre concurrence, les investissements privés et une numérisation réussie.

L'adoption d'une approche concertée de la compétitivité européenne figure en tête des priorités du programme politique de la présidence suédoise.

Transition écologique et transition énergétique

La présidence suédoise poursuivra ses efforts pour lutter contre les prix élevés et volatils de l'énergie et s'efforcera, en même temps, de mettre en place la réforme du marché de l'énergie à long terme.

Le défi climatique mondial exige une réponse mondiale. L'Europe doit montrer l'exemple en atteignant des objectifs climatiques ambitieux et en stimulant la croissance et la compétitivité. Nous allons mettre en œuvre l'initiative d'ajustement à l'objectif de 55 % ("Fit for 55") et accélérer la transition énergétique.

En période de transition industrielle et technologique, les pionniers ont un avantage concurrentiel. Les entreprises et les industries européennes sont déjà à la pointe de la transition. Les efforts européens communs en vue de l'indépendance vis-à-vis des combustibles fossiles doivent se poursuivre, non seulement pour la transition écologique, mais aussi pour notre sécurité. Les sociétés européennes qui fournissent des solutions écologiques seront très demandées au niveau mondial et pourront contribuer à la transition vers une économie circulaire.

La transition vers un avenir sans carbone et une utilisation plus efficace des ressources nécessiteront des investissements majeurs dans des industries innovantes permettant de mettre en pratique les meilleures idées et innovations et de proposer des solutions réalisables. Nous devons fournir le bon cadre réglementaire et mettre en place des politiques adéquates pour attirer les investisseurs.

Les valeurs démocratiques et l'État de droit – fondent notre action

L'Union européenne repose sur des valeurs démocratiques, qui ouvrent la voie à la cohésion, aux libertés individuelles, à la non-discrimination, à l'accroissement de la production économique et de l'influence mondiale. La défense du principe de l'État de droit et des droits fondamentaux est par conséquent un élément essentiel non seulement de la présidence suédoise du Conseil, mais aussi de toute présidence du Conseil.

Affaires générales

La présidence est prête à contribuer activement à la gestion par l'UE des conséquences pour l'UE de l'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine. À la lumière de la situation géopolitique actuelle, il est plus important que jamais de protéger les valeurs fondamentales de l'UE. Celles-ci sont une condition de la confiance sur laquelle repose la coopération judiciaire et économique au sein de l'Union.

Sur la base des rapports annuels de la Commission sur l'État de droit, qui comportent des recommandations aux États membres, la présidence poursuivra le dialogue par pays sur l'État de droit. La présidence continuera de mener de manière constructive le travail du Conseil dans le cadre des procédures en cours au titre de l'article 7 du traité sur l'Union européenne.

La présidence assurera le suivi de la décision du Conseil européen d'accorder le statut de pays candidat à l'Ukraine et à la Moldavie, et de confirmer la perspective européenne de la Géorgie. La présidence poursuivra le processus de rapprochement de l'UE avec les Balkans occidentaux. L'avenir de ces pays et de leurs citoyens est au sein de l'Union européenne. L'UE doit continuer de soutenir ces pays dans leur travail de mise en œuvre de réformes en lien avec le processus d'adhésion. Les réformes concernant la justice et les principes de l'État de droit sont essentielles.

Il n'y a pas encore beaucoup d'informations sur l'évaluation par la Commission du fonctionnement du cadre financier pluriannuel, qui a été annoncée pour le deuxième trimestre 2023. Cependant, la présidence est prête, en étroite concertation avec la présidence suivante, à traiter cette question de la manière que les États membres jugeront la plus appropriée.

Les prochaines élections au Parlement européen en 2024 soulèvent notamment des questions relatives à l'intégrité des élections et à l'importance de faciliter la libre formation de l'opinion. L'agression de la Russie contre l'Ukraine a encore mis en évidence les risques liés à la désinformation et l'importance de protéger les élections démocratiques contre la désinformation. La présidence s'emploiera à faire avancer le travail concernant les négociations sur le règlement relatif à la transparence et au ciblage de la publicité à caractère politique. La présidence continuera aussi le travail sur les modifications proposées concernant la législation électorale de l'UE, dans le but de parvenir à un large consensus.

La présidence soutiendra les efforts de la Commission dans la mise en œuvre continue des accords entre l'UE et le Royaume-Uni, œuvrant ainsi à une relation approfondie et tournée vers l'avenir.

La présidence s'emploiera à renforcer et à améliorer l'état de préparation de l'UE aux crises et sa capacité à les gérer. Dans le domaine du cyberspace, la présidence continuera à développer le travail de l'UE en vue de prévenir et de gérer les cybermenaces.

La présidence assurera le suivi de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et visera un large consensus entre les États membres sur la suite à donner aux propositions. Si les conditions sont réunies, la discussion sur l'efficacité du processus de prise de décision sera reprise, y compris en ce qui concerne le vote à la majorité qualifiée pour certains volets de la politique étrangère et de sécurité commune.

La présidence soutiendra le travail de la Commission visant à présenter un premier examen volontaire de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 par l'UE. La présidence prévoit de chercher à obtenir un consensus large et ambitieux dans l'UE en vue de l'examen à mi-parcours du Programme 2030 et de la poursuite de la mise en œuvre des objectifs généraux.

Le rôle du Conseil des affaires générales dans la préparation des réunions du Conseil européen, y compris ses conclusions, sera garanti par la présidence suédoise.

Affaires étrangères

La Suède prend la présidence à un moment où la guerre fait rage en Europe. L'invasion de l'Ukraine par la Russie fait que la politique étrangère et de sécurité commune figurera parmi les priorités de l'UE durant la présidence suédoise. Il est dans l'intérêt de l'Union de contribuer à contrer l'agression russe. La poursuite du soutien à l'Ukraine, à la fois politique, économique, militaire, humanitaire et juridique, occupera une place centrale, de même que différentes formes d'actions en réponse à l'agression et aux agissements de la Russie dans plusieurs domaines touchés par la guerre. Parmi ceux-ci figurent la poursuite du processus d'élargissement, la coopération avec nos partenaires les plus importants comme les États-Unis et le Royaume-Uni, le renforcement de la capacité de gestion des crises de l'UE et l'ordre du jour mondial au sens large. Cela fait peser de grandes responsabilités sur l'Union européenne en tant qu'acteur de politique étrangère et de sécurité. L'Union doit promouvoir son intégrité institutionnelle et ses intérêts stratégiques, faire respecter un ordre international fondé sur des règles et défendre les valeurs fondamentales, le droit international, la démocratie, les droits de l'homme et les principes de l'État de droit dans les pays voisins de l'UE et dans le monde.

La présidence suédoise aidera le président du Conseil européen et le haut représentant à utiliser l'ensemble unique d'outils dont dispose l'UE, en étroite coordination avec la Commission. La mission la plus importante de la présidence dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité sera de contribuer à une Union européenne unie, engagée et efficace. En tant que pays assurant la présidence, la Suède œuvrera au renforcement de l'UE en tant qu'acteur mondial.

Affaires étrangères

Durant sa présidence, la Suède promouvra la poursuite d'une politique européenne active et unie visant à contrer l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Il s'agit notamment de mettre la pression sur la Russie et sur d'autres responsables, y compris au moyen de sanctions et par l'obligation de rendre des comptes, mais aussi d'apporter un soutien politique, économique, militaire, humanitaire et juridique à l'Ukraine, y compris dans le cadre des efforts de reconstruction. La mise en place d'une plateforme internationale pour coordonner le soutien à la reconstruction est une mission prioritaire où l'UE a un rôle important à jouer. Les efforts de l'UE pour atténuer les graves conséquences mondiales de la guerre, par exemple en ce qui concerne la sécurité alimentaire, et pour garantir un soutien large et durable à la politique de l'UE doivent se poursuivre. De même, au niveau mondial,

y compris dans le cadre des travaux des Nations unies, l'UE doit continuer à clamer haut et fort son soutien à l'Ukraine et son opposition à l'agression de la Russie. Parallèlement à l'agression contre l'Ukraine, la répression continue de s'intensifier tant en Russie qu'en Biélorussie. Dans ces pays, la société civile et l'opposition démocratique ont besoin du soutien de l'Union européenne. L'unité de l'Union reste à cet égard crucial.

L'évolution de la situation dans les pays voisins de l'UE revêt une importance capitale pour l'UE, et la Suède entend contribuer, durant sa présidence, aux efforts de rapprochement de ces pays avec l'Union européenne. Le développement de formats bien adaptés pour les relations avec les pays partenaires d'Europe orientale figurera en bonne place de notre ordre du jour où, outre le rapprochement avec l'UE, la dimension de la politique de sécurité sera également renforcée. L'évolution de la politique de sécurité dans les Balkans occidentaux est importante à la fois pour la région et pour l'UE. La stabilité et la sécurité en Méditerranée orientale sont de l'intérêt stratégique de l'UE, tout comme le fait d'entretenir des relations de coopération mutuellement avantageuses avec la Turquie.

La Communauté politique européenne contribue au dialogue politique et à la coopération sur les questions d'intérêt commun afin de garantir la sécurité et la stabilité sur le continent européen.

Dans une période de recul démocratique mondial, la voix de l'UE devient encore plus importante. Durant sa présidence, la Suède œuvrera pour que les droits de l'homme, la démocratie, les principes de l'État de droit et l'égalité des genres, ainsi que la paix et la sécurité se reflètent clairement dans la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. La Suède a l'intention de participer à l'examen à mi-parcours du plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, qui sera réalisé durant la présidence suédoise. La Suède œuvrera à la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne (GAP III).

Les dimensions mondiales et de politique étrangère des questions climatiques, y compris les incidences du changement climatique en matière de sécurité, occuperont une place importante durant la présidence suédoise, tout comme la poursuite du travail sur le renforcement de la diplomatie climatique de l'UE.

La Suède contribuera à renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur de politique de sécurité, dans le voisinage de l'UE et au niveau mondial, l'adoption de la boussole stratégique jouant à cet égard un rôle central. Durant sa présidence, la Suède continuera également à montrer la voie en matière de gestion civile des crises et à œuvrer à l'élaboration d'un nouveau pacte pour la gestion civile des crises, ainsi qu'à renforcer la collaboration entre les formats de gestion de crises intérieure et extérieure de l'UE. Durant sa présidence, la Suède poursuivra la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que la lutte contre la criminalité transnationale.

Dans le cadre de sa présidence, la Suède promouvra la poursuite d'un engagement et d'un soutien forts de l'UE au système des Nations unies.

Le travail de mise en œuvre et de développement de la réponse de l'UE aux cybermenaces antagonistes se poursuivra durant la présidence. De plus, la Suède s'emploiera à mieux intégrer les questions cyberdiplomatiques et la politique numérique externe de l'UE dans la politique étrangère globale de l'Union. La Suède continuera également à œuvrer à une mise en œuvre unie et efficace des sanctions de l'UE, en coordination avec les pays partenaires de l'UE.

En cette période géopolitique perturbée, la coopération de l'UE avec ses partenaires internationaux est essentielle. En tant que pays assurant la présidence, la Suède entend contribuer activement à ce que l'UE développe et approfondisse la coopération transatlantique, en particulier avec les États-Unis, mais aussi la coopération avec l'OTAN, ainsi qu'avec le Royaume-Uni, le Canada et l'Amérique latine. La Suède a l'intention de continuer le travail de déploiement de la stratégie "Global Gateway" pour renforcer la connectivité mondiale.

La Suède continuera à soutenir le travail en cours pour définir une politique claire, unie et forte vis-à-vis de la Chine, fondée sur les intérêts et les valeurs de l'UE. Durant sa présidence, la Suède s'emploiera à intensifier les échanges d'informations, ainsi qu'à renforcer le consensus et la solidarité sur les questions concernant la Chine. La présidence suédoise poursuivra aussi la mise en œuvre de la stratégie de l'UE, de 2021 pour la coopération dans la région indo-pacifique, ainsi que des conclusions de la conférence ministérielle de 2022. L'accent sera mis sur la sécurité et la défense, les chaînes de valeurs, le climat et le développement durable, ainsi que sur les relations commerciales.

La Suède apportera son soutien à la mise en œuvre de la communication de la Commission sur la région du Golfe. La Suède compte œuvrer, en tant que pays assurant la présidence, au renforcement de l'engagement de l'UE face à la crise au Yémen. Une approche commune et toujours fondée sur des principes sera recherchée vis-à-vis du conflit en Syrie. La présidence suédoise soutiendra la poursuite par l'UE d'une politique cohérente à l'égard de l'Iran, y compris en tentant de relancer l'accord nucléaire et en mettant davantage l'accent sur le respect des droits de l'homme. La Suède fera également en sorte que l'action de l'UE en faveur d'une solution négociée à deux États dans le conflit israélo-palestinien se poursuive. La Suède soutiendra la mise en œuvre du partenariat de l'UE avec les pays de son voisinage méridional.

La présidence suédoise contribuera à mettre en évidence la valeur ajoutée de l'UE en tant que partenaire stratégique des pays africains, y compris sur les questions de développement, de commerce et de sécurité. La présidence œuvrera également au renforcement des relations avec les pays africains, ainsi qu'avec l'Union africaine, notamment dans le contexte

de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de ses graves répercussions sur le continent africain. La coopération avec l'Afrique sera très importante pour promouvoir le processus démocratique, défendre un ordre mondial fondé sur des règles et relever les défis internationaux. Les pays africains sont des partenaires importants dans les efforts mondiaux en matière de climat, dans la promotion d'une migration sûre, ordonnée et régulière, ainsi que dans la lutte contre le terrorisme et le crime transnational organisé.

La présidence suédoise contribuera au développement de la coopération avec les pays de l'Espace économique européen (AELE) et au travail en cours sur la future relation de l'UE avec la Suisse. La Suède suivra l'évolution des négociations d'accords d'association avec l'Andorre, Saint-Marin et Monaco en vue de les conclure.

La démocratie, les principes de l'État de droit, l'égalité des genres et les droits de l'homme sont des composantes importantes de la coopération de l'UE avec les pays partenaires, notamment pour contribuer à la sécurité et au développement sur le long terme. La migration est un volet important de la coopération de l'UE avec les pays tiers, notamment pour combattre la migration irrégulière et augmenter le nombre des retours au pays.

Défense

Compte tenu de la détérioration de la situation de sécurité en Europe, les questions de sécurité et de défense revêtent une importance accrue pour l'UE. La Suède se réjouit du travail visant à renforcer l'ensemble des capacités de défense européenne et la capacité de l'UE à agir. La présidence soutiendra les efforts de l'UE pour continuer à fournir un soutien militaire à l'Ukraine, et il sera particulièrement important de prendre en compte des questions concernant la planification à long terme et le consensus. La boussole stratégique constitue un cadre de référence pour l'évolution de la politique de sécurité et de défense de l'UE au cours des années à venir. En tant que pays assurant la présidence, la Suède s'emploiera à mettre en œuvre les éléments de la boussole stratégique liés à la défense.

Durant sa présidence, la Suède entend contribuer au développement des partenariats bilatéraux, multilatéraux et régionaux de l'UE portant sur la politique de défense et de sécurité, en soulignant l'importance d'une coopération et d'un dialogue renforcés avec les partenaires stratégiques. La promotion de la coopération UE-OTAN est particulièrement prioritaire. Les débats sur l'évolution des opérations militaires de l'UE ainsi que l'utilisation de la facilité européenne pour la paix se poursuivront également.

La présidence fera progresser les négociations concernant un instrument à court terme pour le renforcement de l'industrie européenne de la défense européenne en recourant à la passation conjointe de marchés publics. La présidence est prête à entamer la négociation sur un prochain programme d'investissement européen à long terme dans le domaine de la défense.

La Suède soutiendra le travail réalisé au sein de l'UE pour renforcer de la résilience face à différents types de menaces et de risques, au niveau des infrastructures tant numériques que physiques. Durant sa présidence, la Suède promouvra le travail relatif à une stratégie spatiale pour la sécurité et la défense pour l'UE. La présidence continuera également à faire avancer les travaux concernant la proposition relative à une politique de cyberdéfense de l'UE.

Développement

Dans le domaine du développement international de l'UE, la présidence suédoise se focalisera sur le soutien à l'Ukraine et sur la gestion des conséquences mondiales de l'agression russe. Le rôle joué par l'UE et ses États membres en tant que plus grands pourvoyeurs d'aide au monde sera encore renforcé.

La présidence contribuera à développer et à renforcer le rôle de l'UE en ce qui concerne la santé dans le monde, sur la base de la nouvelle stratégie de l'UE en matière de santé à l'échelle mondiale et des leçons tirées de la pandémie de COVID-19. La Suède entend également continuer à renforcer le travail de l'UE contre la corruption en tant qu'obstacle au développement.

Le programme européen en matière de coopération au développement continuera d'être développé, en s'appuyant sur l'instrument "Europe dans le monde", comme socle, et l'initiative "Équipe Europe", comme outil. Il importe que le travail soit lié de manière claire aux principes d'une coopération au développement efficace et aux efforts de financement durable de la coopération au développement, en mettant l'accent sur la mobilisation de capitaux privés pour des investissements durables dans les pays en développement. En tant que pays assurant la présidence, la Suède veillera à ce que les effets de synergie entre les échanges commerciaux et la coopération au développement soient pris en compte et davantage développés.

La présidence s'efforcera de conclure les négociations de l'accord post-Cotonou qui a pour objectif de mettre en place un accord de partenariat moderne entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et de l'océan Pacifique. La présidence suédoise constitue aussi une

plateforme importante pour valoriser le rôle moteur de l'UE dans le domaine humanitaire au niveau mondial, y compris avec l'accueil par la Suède du Forum humanitaire européen.

Commerce

La présidence suédoise œuvrera pour que l'UE continue à établir des relations commerciales ouvertes, fortes et durables avec le reste du monde, et à conclure des accords de libre-échange bilatéraux et régionaux modernes. La capacité de l'UE à agir à la fois dans son voisinage et au niveau mondial est également renforcée par une politique commerciale extérieure ouverte et durable et l'approfondissement du marché intérieur. Les aspects de la politique commerciale qui contribuent à la reconstruction de l'Ukraine sont prioritaires. La présidence donnera également la priorité aux relations commerciales avec les États-Unis, y compris au sein du Conseil du commerce et des technologies (CCT).

La présidence poursuivra activement les négociations relatives à des accords de libre-échange ambitieux, afin de renforcer la compétitivité de l'UE. La présidence s'efforcera de continuer à soutenir le programme de libre-échange et de partenariat dans la région indo-pacifique et en Amérique latine, y compris avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Indonésie, l'Inde, le Mexique, le Chili et le Mercosur.

La présidence suédoise compte également poursuivre la révision du règlement visant à éliminer ou à réduire les droits de douane des pays en développement, ainsi que les négociations relatives au règlement relatif à la protection de l'Union et de ses États membres contre la coercition économique exercée par des pays tiers. La présidence poursuivra la réforme du système de règlement des différends relatifs aux investissements en vue de mettre en place le tribunal multilatéral chargé du règlement des différends en matière d'investissements.

Un programme commercial de l'UE moderne et tourné vers l'avenir doit inclure la transformation numérique et la transition vers une économie durable, neutre pour le climat et décarbonée. La présidence suédoise facilitera donc le commerce numérique par le biais d'accords commerciaux bilatéraux et de l'initiative sur le commerce électronique au sein de l'OMC, et soutiendra la mise en œuvre de la communication de la Commission relative au renforcement de la durabilité des accords commerciaux et des conclusions postérieures du Conseil. La présidence encouragera également la poursuite des réformes de l'OMC.

Affaires économiques et financières

Les perspectives économiques dans l'UE se sont considérablement détériorées à la suite de l'invasion de grande envergure de l'Ukraine par la Russie. La présidence suédoise agira dans un environnement de grande incertitude économique, où une inflation élevée, une crise énergétique grave et des taux d'intérêt en hausse rapide freinent la consommation, la production et les investissements. Les gouvernements des États membres sont soumis à une forte pression pour gérer les répercussions de cet état de fait sur les ménages et les entreprises. La présidence s'efforcera d'assurer l'unité de l'UE dans cette situation difficile et d'utiliser efficacement les instruments communs existants.

L'Ukraine a besoin d'un soutien économique considérable de la part de l'UE, à la fois à long et à court terme. À court terme, il lui faut une aide en matière de liquidités. En même temps, la reconstruction à long terme de l'Ukraine est un sujet crucial. La présidence agira pour permettre des discussions constructives et des avancées sur la façon dont l'UE peut soutenir l'Ukraine, en coopération avec des partenaires bilatéraux et des institutions financières internationales. D'autres pays du voisinage de l'UE, comme la Moldavie, pourraient également avoir besoin de soutien en 2023 pour faire face aux conséquences économiques de la guerre.

Il reste beaucoup à faire, à la fois dans les États membres et au niveau de l'UE, pour mettre en œuvre des réformes et des investissements importants dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR). La présidence fera avancer ce travail en tenant compte du plan REPowerEU. La présidence œuvrera également à une mise en œuvre efficace du Semestre européen, qui est un outil important pour gérer la situation économique exceptionnelle actuelle et moderniser l'économie de l'UE.

L'examen de la gouvernance économique entrera dans une phase intensive au printemps. Sur la base des propositions de la Commission et des progrès effectués au cours des présidences précédentes, la présidence suédoise fera avancer le travail et contribuera à la recherche d'un consensus. Les résultats de l'examen sont essentiels pour parvenir à une politique économique responsable qui favorise l'évolution vers une dette publique soutenable et la croissance dans tous les États membres. La présidence compte également préparer la désactivation de la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance, prévue en 2024.

Une révision de la directive sur la taxation de l'énergie est en cours, car la directive actuelle est obsolète et non harmonisée avec d'autres mesures de l'UE. La présidence poursuivra les discussions au sein du Conseil. La présidence poursuivra également le travail sur la proposition relative à un nouveau régime de la taxe sur la valeur ajoutée à l'ère numérique.

Dans le domaine de la fiscalité directe, la priorité sera donnée aux mesures visant à empêcher l'évasion fiscale, la fraude fiscale, la planification fiscale agressive et une concurrence fiscale dommageable seront la priorité, par exemple une actualisation de la liste de l'UE des juridictions non coopératives. En outre, la présidence œuvrera pour une plus grande transparence fiscale et un renforcement de l'échange d'informations pertinentes au sein de l'Union.

Dans le domaine financier, la présidence est déterminée à poursuivre la lutte contre la criminalité internationale en faisant progresser les efforts ciblant le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il s'agit de faire avancer les négociations relatives à la création d'une nouvelle autorité européenne dans ce domaine, ainsi qu'en ce qui concerne le "corpus réglementaire". La présidence donnera également la priorité à la création d'une union des marchés des capitaux ouverte et compétitive afin de renforcer le marché intérieur et promouvoir la transition écologique. Il est crucial de continuer à garantir une protection élevée des consommateurs et des investisseurs, et de contribuer à la transparence et à la durabilité sur le marché des capitaux. La présidence poursuivra par conséquent le travail relatif aux cadres réglementaires en matière de fonds et de marchés d'instruments financiers, ainsi qu'en ce qui concerne un guichet unique européen pour les informations financières et non financières. En outre, le travail concernant la stabilité financière se poursuivra, entre autres par des avancées dans le domaine des banques et des assurances en ce qui concerne le renforcement de la résilience, la mise en œuvre de normes internationales et la gestion des crises. La présidence est également prête à entamer des discussions sur de nouvelles propositions que la Commission présentera au printemps, notamment en ce qui concerne l'euro numérique et la protection des consommateurs.

La présidence donne la priorité aux efforts visant à garantir une mise en œuvre correcte, déterminée et efficace du mécanisme de conditionnalité en vue de garantir une gestion économique saine du budget de l'UE et la protection des intérêts économiques de celle-ci. La présidence veut également faire avancer le travail de modernisation du cadre réglementaire en matière de bonne gestion financière, en révisant le règlement relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union. La présidence compte également poursuivre le dialogue entamé autour des propositions de la Commission relatives à de nouvelles ressources propres.

Au printemps 2023, le Conseil vérifiera, selon la procédure établie, l'exécution du budget par la Commission et adressera une recommandation au Parlement européen concernant l'octroi de la décharge à la Commission. Cette vérification est significative, notamment du fait des instruments et des soutiens spécifiques mis en place en raison de la pandémie de COVID-19, qui seront examinés pour la première fois.

Dans le domaine des douanes, la présidence fera avancer le travail de réforme en cours de l'union douanière. L'union douanière a un rôle important à jouer dans de nombreux domaines, en particulier pour faciliter un commerce international neutre du point de vue de la concurrence. Le renforcement de la coopération entre les États membres, ainsi qu'entre la Commission et les États membres, est capital. La présidence continuera également à faire progresser les négociations concernant la révision du règlement sur la fabrication et le commerce illicites d'armes à feu.

Justice et affaires intérieures

L'agression de la Russie contre l'Ukraine a des conséquences sur la sécurité intérieure de l'UE et la migration dans notre voisinage. En même temps, elle nous rappelle la force des principes de l'État de droit et des droits fondamentaux.

La lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et l'extrémisme violent est une priorité pour garantir la sécurité des citoyens européens.

L'UE a besoin d'un système de migration et d'asile efficace. Cela suppose d'agir dans l'UE, mais aussi en dehors de celle-ci, en coopération avec les pays tiers. L'examen du système est important sur le plan des principes et en termes stratégiques, et il représente un élément essentiel du fonctionnement de la coopération opérationnelle dans le cadre de Schengen.

Europol et Eurojust jouent un rôle crucial dans les enquêtes et les poursuites relatives aux crimes ayant une dimension transnationale. Pour garantir l'efficacité des poursuites ciblant la criminalité ayant un lien avec plusieurs États membres, il importe que les enquêtes pénales et les poursuites puissent être plus facilement coordonnées dans un seul État membre. Cela nécessite des règles claires. La présidence donnera donc la priorité à la proposition de directive à venir sur la transmission des procédures répressives.

Pour que les autorités puissent confisquer efficacement les produits du crime, la présidence intensifiera les négociations autour de la proposition de nouvelle directive relative à la confiscation et au recouvrement des avoirs. Pour que les sanctions de l'UE contre la Russie, la Biélorussie et d'autres pays et acteurs soient efficaces, les États membres doivent poursuivre en justice les violations des sanctions. La présidence dirigera le travail sur la proposition annoncée visant à fixer un niveau minimal de criminalisation et de sanctions en cas de violations des sanctions de l'UE, et pour exiger que des comptes soient rendus pour les crimes de guerre et d'autres crimes graves commis en Ukraine.

Pour être en mesure de combattre la criminalité commise en ligne ou planifiée et communiquée au moyen de services numériques, les autorités répressives de l'UE ont besoin d'avoir accès à des informations et à des preuves électroniques, y compris des données cryptées, provenant de ces services dans un format exploitable. Dans un État de droit, il doit être possible de poursuivre les crimes, qu'ils aient été commis en ligne ou hors ligne. La présidence suédoise soutient par conséquent la poursuite et l'intensification du travail visant à garantir et à développer l'accès aux données de communication et aux preuves numériques. Une automatisation accrue et des normes communes sont des

conditions préalables importantes à des échanges plus efficaces, et la présidence fera avancer les négociations sur le règlement Prüm II, ainsi que la mise en œuvre du programme d'interopérabilité et de la directive sur l'échange d'informations. La présidence prévoit d'entamer des négociations sur la proposition de la Commission visant à améliorer les possibilités de collecte et d'utilisation des informations préalables sur les passagers, afin de renforcer les contrôles aux frontières et la lutte contre la criminalité.

Il est nécessaire de prévenir et combattre les crimes sexuels contre les enfants. Le travail de lutte contre la violence des hommes faite aux femmes et la violence exercées par un partenaire intime est important, et la présidence fera avancer les négociations concernant une nouvelle directive. De plus, la présidence fera progresser autant que possible les négociations concernant la révision de la directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal. La présidence continuera également à œuvrer pour que l'UE ratifie la convention d'Istanbul.

Afin de préserver le bien-être de la société et de l'individu, la santé et la sécurité publiques, la présidence s'emploiera à mettre en œuvre la stratégie et le plan d'action de l'UE en matière de drogue (2021-2025). La présidence ira même plus loin dans le travail autour d'un nouveau mandat pour l'Agence de l'Union européenne pour les questions liées aux drogues.

La présidence compte faire avancer les négociations relatives à un pacte sur la migration et l'asile, conformément à l'accord entre les institutions visant à les conclure au cours de l'actuelle législature de l'UE. La présidence prévoit d'œuvrer en faveur d'une coopération plus opérationnelle, plus efficace et plus coordonnée avec les pays tiers, ainsi que pour garantir une mise en œuvre réussie des mesures en lien avec la migration dans le cadre de l'action extérieure de l'UE. Cela se fera, entre autres, par le suivi du travail avec les pays tiers prioritaires et des questions politiques actuelles. Les retours au pays constituent un élément central de cette démarche. Par ailleurs, la présidence est prête à faire face aux conséquences migratoires de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans le contexte de cette invasion et du risque accru de catastrophes naturelles induit par le changement climatique, la présidence soutiendra également la coopération de l'UE en matière de protection civile.

L'UE est fondée sur des valeurs communes et sur le respect des libertés et des droits fondamentaux. La Charte des droits fondamentaux est l'un des fondements de l'Union. Ces droits et ces valeurs ne doivent pas être tenus pour acquis, et leur sauvegarde est un processus permanent. La présidence suédoise prévoit donc de continuer activement le travail du Conseil pour faire respecter les droits fondamentaux et assurer le suivi de la mise en œuvre de la charte au sein de l'Union. Pour renforcer la protection des libertés et des droits fondamentaux dans toute l'Europe, la présidence s'efforcera de faire en sorte que l'UE adhère à la convention européenne des droits de l'homme dans les meilleurs délais.

Il doit être facile de vivre dans l'UE. Les citoyens doivent pouvoir travailler, étudier, commercer et fonder une famille au-delà des frontières, tout en bénéficiant toujours du même accès à la justice. Le cadre réglementaire en matière civile joue un rôle important à cet égard, et la présidence prendra une part active aux négociations en cours tout en travaillant sur de nouvelles propositions. Cela concerne notamment des règles portant sur la parentalité, l'insolvabilité et la responsabilité du fait des produits défectueux. De plus, le travail continue avec une proposition visant à renforcer la protection des journalistes et des autres personnes qui participent au débat public contre les procédures judiciaires infondées et les litiges abusifs.

La numérisation est un outil important pour faciliter la vie des citoyens et des entreprises. Pour améliorer l'accès des particuliers à la justice ainsi que la coopération entre les autorités judiciaires, la présidence continuera à travailler sur les propositions relatives à la numérisation de la coopération judiciaire.

Emploi, politique sociale, santé et consommateurs

La présidence suédoise intervient à la suite de la pandémie de COVID-19, dans un contexte d'invasion en cours de l'Ukraine par la Russie, d'inflation en hausse et de crise énergétique. Ces crises ont de répercussions majeures sur les citoyens européens en matière de politique sociale, d'emploi et de santé, et démontrent l'importance de la coopération pour relever les défis communs. Tous les citoyens doivent être préparés à un marché du travail en mutation rapide. Les compétences de base et l'apprentissage tout au long de la vie sont essentiels pour faire face aux défis de l'offre de compétences. Le travail est la condition la plus importante pour subvenir à ses besoins et réduit les risques de pauvreté et d'exclusion sociale, tout en augmentant également les possibilités d'investir dans la protection sociale financée par les fonds publics.

Emploi et politique sociale

Tous les travailleurs ont droit à de bonnes conditions de travail, indépendamment de la taille de l'employeur et du type de contrat. La présidence a l'intention de faire avancer la proposition de révision de la directive sur l'amiante et à d'entamer le travail sur la proposition annoncée de révision de la directive sur les agents chimiques. La présidence vise également à faire progresser la proposition de directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme. Une première mise au point sur l'état d'avancement du cadre stratégique de l'Union européenne en matière de santé et de sécurité au travail pour la période 2021-2027 est planifiée.

Les partenaires sociaux jouent un rôle essentiel dans le bon fonctionnement du marché du travail. La présidence a l'intention de renforcer le dialogue social, notamment en prenant en compte la proposition annoncée par la Commission de recommandation du Conseil sur un dialogue social renforcé.

La présidence suédoise continuera à œuvrer en faveur d'une plus grande égalité des genres, notamment en donnant suite au point 202 de la Plateforme d'action de Pékin sur l'intégration institutionnelle de la dimension de genre.

L'égalité et la non-discrimination font partie des valeurs fondamentales de l'Union européenne et jouent un rôle très important pour garantir l'égalité des droits et des chances pour tous. Les organismes de promotion de l'égalité jouent un rôle important dans ce travail, et la présidence poursuivra le travail sur la proposition de directive relative aux organismes de promotion de l'égalité. Pour les mêmes raisons, la présidence compte faire avancer les trilogues sur la proposition de directive concernant les mesures contraignantes pour la transparence dans la fixation des rémunérations et les négociations au sein du Conseil sur la proposition d'une directive horizontale de lutte contre la discrimination.

Il est d'une grande importance que les règles de coordination de la sécurité sociale soient modernisées et reflètent la réalité sociale et économique dans les États membres de l'UE. La présidence poursuivra donc le travail de révision des règlements de coordination des systèmes de sécurité sociale.

La présidence continuera le travail autour de la stratégie européenne relative aux soins et à l'aide sociale, et se concentrera sur les questions relatives à l'autonomie des personnes âgées et au vieillissement de la population. Dans ce contexte, la présidence mettra en exergue le prochain rapport du groupe de haut niveau sur l'avenir de la protection sociale et de l'État-providence dans l'UE. La présidence œuvrera également pour renforcer les droits des enfants et promouvoir l'intégration de ces droits. En se fondant sur la stratégie de l'UE en faveur des droits des personnes handicapées, la présidence prévoit de soulever les questions relatives à la politique en matière de handicap pour promouvoir, protéger et garantir la pleine et égale jouissance des droits de l'homme pour les personnes handicapées.

Services de santé et de soins médicaux

La présidence suédoise entend tirer les leçons de la pandémie de COVID-19. La présidence abordera les nombreuses questions qui se posent en lien avec la santé et les soins médicaux et doivent actuellement être négociées, comme la proposition d'un règlement visant à mettre en place un espace européen des données de santé et la proposition de règlement concernant les normes de qualité et de sécurité des substances d'origine humaine destinées à une application humaine.

La présidence promouvra également la mise en œuvre du plan européen pour vaincre le cancer. La présidence veillera à une coordination européenne efficace lors des négociations au sein de l'Organisation mondiale de la santé concernant un accord international visant à lutter contre les pandémies et des modifications complémentaires du règlement sanitaire international. Une autre question importante sera de faire avancer le travail de renouvellement de la stratégie mondiale de l'UE en matière de santé. La présidence mettra également l'accent sur les risques de la politique de santé publique liés à l'augmentation de la solitude.

L'un des domaines prioritaires de la présidence suédoise dans le domaine de la santé est celui des produits pharmaceutiques. L'accès aux médicaments et aux technologies médicales peut être affecté et des pénuries peuvent survenir en cas d'événements imprévus. Ce phénomène s'est encore accentué durant la pandémie de COVID-19. La présidence fera avancer le travail sur la prochaine proposition de la Commission visant à réviser la législation pharmaceutique générale, ainsi que sur les propositions de nouveaux règlements sur les médicaments orphelins et les médicaments à usage pédiatrique. Une autre question qui devrait être discutée par le Conseil est la proposition d'un nouveau règlement relatif aux redevances dues à l'Agence européenne des médicaments. La présidence apportera également son soutien au travail de mise en œuvre des règlements nouvellement adoptés sur les dispositifs médicaux.

La résistance antimicrobienne, notamment la résistance aux antibiotiques, est l'une des plus grandes menaces sanitaires à l'heure actuelle, et concerne à la fois les pays à revenu élevé, moyen et faible. La présidence veut préserver la possibilité d'un traitement efficace des infections bactériennes chez l'homme et l'animal, ainsi que faire figurer la question en bonne place de l'ordre du jour international. Pour ce faire, la présidence mettra en avant le travail visant à assurer un approvisionnement durable en antibiotiques efficaces ainsi que la contribution de l'UE à la réduction de la résistance antimicrobienne au niveau mondial.

Compétitivité

La présidence suédoise s'efforcera de faire en sorte que l'ambition d'une compétitivité européenne renforcée soit un principe directeur de la prochaine législature de l'UE. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, la crise énergétique et la hausse de l'inflation représentent des défis importants pour les entreprises européennes. Des mesures d'urgence à court terme sont nécessaires pour y faire face. En même temps, les mesures de crises temporaires ne doivent pas devenir la nouvelle normalité et l'UE doit définir la façon dont elle gèrera demain les défis et les crises à venir. Il est donc essentiel de mettre la compétitivité au premier plan. Ce n'est qu'avec des entreprises compétitives que nous pourrions créer une croissance durable, accélérer la transition écologique et numérique, augmenter la résilience de l'économie et renforcer l'importance géopolitique de l'Union. Les mesures prises au niveau de l'Union doivent reposer sur des valeurs fondamentales telles que l'ouverture, la liberté de circulation, une concurrence efficace, des cadres réglementaires cohérents et de nature à renforcer la croissance et l'innovation. La présidence marquera le 30^e anniversaire du lancement du marché intérieur. Il s'agit là d'un point de départ naturel pour fixer un cap afin de renforcer la compétitivité de l'UE à long terme.

Marché intérieur et industrie

Les marchés où règne une concurrence effective ont un rôle important à jouer pour contribuer à la compétitivité de l'UE. La présidence soulignera l'importance de la concurrence dans les travaux de l'UE sur la transition écologique et numérique dans l'activité économique et dans la réponse aux crises actuelles et potentielles à venir. La présidence œuvrera en faveur de règles prévisibles et à long terme, qui contribuent à une concurrence effective et réduisent la charge réglementaire, permettant ainsi à l'UE de prendre la tête de l'innovation numérique. La présidence s'efforcera, entre autres, de promouvoir des analyses d'impact et des évaluations complètes au sein de la Commission, du Conseil et du Parlement.

Dans le domaine du marché intérieur, le travail visant à éliminer les barrières commerciales tant pour les biens que pour les services se poursuivra, ainsi qu'à améliorer l'application et le respect de la réglementation existante du marché intérieur. La présidence marquera le 30^e anniversaire du lancement du marché intérieur, dans le but d'établir une voie pour renforcer la compétitivité de l'UE dans les années à venir. Il importera à cet égard de développer la possibilité de renforcer la compétitivité et d'accélérer la transition numérique et écologique dans le secteur du numérique et des services.

La présidence suédoise donnera la priorité au travail sur deux négociations liées aux règlements concernant l'écoconception et les produits de construction, visant tous deux à garantir un marché intérieur efficace et opérationnel qui contribue à une économie circulaire dont l'impact environnemental et climatique est réduit. De plus, la présidence s'attellera également à des négociations sur la proposition législative relative à un instrument du marché unique pour les situations d'urgence (IUMU,) qui vise à mieux répondre aux les crises. Deux autres propositions législatives à traiter concernent l'interdiction de la mise sur le marché intérieur des produits fabriqués par le travail forcé et la location de logements de courte durée sur le marché intérieur. La présidence entamera des négociations sur une prochaine proposition de directive visant à étendre et à améliorer l'utilisation des outils et des procédures numériques dans le cadre du droit des sociétés.

Dans le secteur industriel, la Commission a annoncé une initiative sur les matières premières critiques qui devrait constituer un pas important vers la réduction des vulnérabilités et permettre à l'UE de rester un chef de file mondial de la transition écologique. La présidence donnera aussi la priorité à la révision des normes d'émissions Euro 7 pour les véhicules à moteurs à combustion interne, et compte entamer des négociations au sein du Conseil. Le règlement européen sur les semi-conducteurs est une étape du renforcement de l'écosystème européen des semi-conducteurs et de la création de possibilités de diversification en vue d'une économie de plus en plus numérique. La présidence fera avancer le travail sur ce point.

Dans le domaine de la propriété intellectuelle, la présidence attirera l'attention sur l'entrée en vigueur du système de brevet unitaire, qui constitue une révolution pour le développement des innovations dans l'UE. De plus, la présidence entamera des négociations sur une révision de la législation relative à la protection des dessins et modèles. La présidence se concentrera aussi sur les trilogues informels concernant les indications géographiques protégées de produits artisanaux et industriels. En ce qui concerne le droit d'auteur, la présidence mettra l'accent sur la question des conditions de rémunération pour la musique de pays tiers diffusée dans l'UE. Dans le domaine de la protection des consommateurs, la présidence fera avancer aussi loin que possible le travail sur la directive sur la commercialisation à distance de services financiers, ainsi que les négociations concernant la directive visant à donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique.

Recherche et innovation

Les connaissances et la capacité d'innover, ainsi que le bon fonctionnement des marchés, sont des conditions importantes pour renforcer la compétitivité. La recherche et l'innovation sont également indispensables pour faire face aux crises et aux défis de société, assurer la sécurité et le bien-être pour les citoyens européens, et mettre en œuvre la transition écologique et numérique. La présidence appuiera des mesures qui favorisent un échange ouvert de connaissances et de données au sein de l'Espace européen de la recherche, augmentent la valorisation des connaissances dans la société, accélèrent la transition vers la science ouverte et facilitent l'accès aux infrastructures de recherche.

Les infrastructures de recherche contribuent à la qualité de la recherche et à l'intérêt général, par exemple dans le contexte de la transition écologique et numérique. La présidence soulignera l'importance de mesures qui améliorent l'accès aux infrastructures de recherche, à leurs données et à leurs services, pour les chercheurs, les entreprises et la société en général.

La transition vers la science ouverte implique une évolution considérable où le plus grand nombre possible de phases et d'outils du processus de recherche sont rendus librement accessibles via internet. Pour faciliter et mener la transition vers la science ouverte, il y a également des défis à relever et des besoins à satisfaire au niveau national et international. Il s'agit par exemple des questions de coût, de compétence et de mérite. De plus, cela soulève des questions relatives à la sécurité et à la protection des données de recherche, aux acteurs qui disposent de droits de propriété intellectuelle sur différentes publications et résultats de recherche, ainsi qu'à la façon de promouvoir la connaissance et l'utilisation stratégique de ces droits par les acteurs. La présidence encouragera la science ouverte.

L'un des cinq objectifs stratégiques dans la proposition de règlement européen sur les semi-conducteurs est de promouvoir la recherche européenne et le rôle de chef de file technologique de l'Europe par un partenariat européen axé sur les semi-conducteurs et les technologies connexes. La présidence poursuivra le traitement de la modification du règlement établissant des entreprises communes en ce qui concerne les semi-conducteurs.

Espace

Les activités spatiales constituent un atout stratégique pour le développement de la société de la connaissance et touchent à de nombreuses autres questions sociétales importantes. L'objectif de la présidence est d'œuvrer en faveur de mesures qui promeuvent une utilisation juste et durable de l'espace à long terme. La présidence prévoit de poursuivre les négociations sur la proposition de règlement établissant le programme de l'Union pour une connectivité sécurisée pour la période 2023-2027 et de les mener aussi loin que possible.

Transports, télécommunications et énergie

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a un impact majeur à la fois sur le marché intérieur de l'énergie et sur le marché européen des transports. Les conséquences, à savoir des prix de l'énergie élevés, un approvisionnement énergétique incertain et des perturbations de l'approvisionnement en marchandises, ont clairement démontré que l'UE doit en finir avec sa dépendance aux combustibles fossiles russes et accélérer la transition écologique, ce qui est également nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Union en matière de climat. Pour relever le défi climatique et renforcer la compétitivité, il faudra davantage d'électricité, fournie de manière sûre et indépendante des énergies fossiles, tout en respectant le droit des États membres à déterminer leur propre bouquet énergétique. En accélérant la transition vers un système de transport durable, l'UE sera à la pointe de la transition écologique. En même temps, les infrastructures et les transports doivent être compétitifs et efficaces, et rendre toute l'Union accessible.

La transition numérique offre également de grandes possibilités à la société et aux citoyens. En même temps, il est nécessaire que l'UE reste ouverte au reste du monde – pour asseoir son rôle de chef de file technologique et tirer son épingle du jeu dans un monde plus géopolitique.

Transports

La mise en place du cadre réglementaire nécessaire pour atteindre les objectifs de l'UE en matière de climat et réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'au moins 55 % à l'horizon 2030 est une priorité. La présidence entend donc se concentrer sur les trilogues relatifs à la législation sur les transports dans le paquet "Fit for 55".

La poursuite du développement du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) est une étape importante pour renforcer et moderniser l'infrastructure des transports en Europe d'une manière durable et efficace. La présidence compte par conséquent faire avancer les négociations sur le RTE-T et, si nécessaire, pousser plus loin le travail de révision de la directive sur les systèmes de transport intelligents. Il s'agit d'une étape importante de la promotion de la mobilité connectée et automatisée dans le domaine des transports par route et vis-à-vis d'autres modes de transport. Les négociations sur la révision des règles relatives au ciel unique européen (SES) continueront également.

Il existe une forte demande de transports écologiques, sûrs et efficaces dans l'Union à laquelle l'UE se doit de répondre. Conformément à cet objectif, la Commission devrait présenter, au printemps 2023, plusieurs propositions dans le domaine ferroviaire et routier, ainsi que dans le domaine de l'intermodalité et des modes de transport. Il s'agit notamment d'une révision de la directive sur le permis de conduire et d'un paquet pour le transport écologique de marchandises. La présidence prévoit d'entamer des négociations au sein du Conseil sur plusieurs de ces propositions.

Le bon fonctionnement du marché intérieur du transport aérien est nécessaire, non seulement pour garantir une bonne accessibilité à tous les citoyens de l'UE, mais aussi pour créer des conditions favorables à un meilleur accès à des régions et à des pays en dehors de l'UE. La présidence est prête à négocier les propositions communiquées par la Commission sur l'amélioration du marché intérieur du transport aérien et à renforcer la résilience du transport aérien.

Dans le domaine des transports maritimes, la présidence entamera les négociations au sein du Conseil concernant les actes législatifs du paquet sur la sécurité maritime : révision des directives sur les obligations incombant à l'État du pavillon, le contrôle par l'État du port et les enquêtes relatives aux accidents maritimes. Ces propositions sont nécessaires pour adapter le cadre réglementaire de l'UE aux évolutions réglementaires internationales et aux évolutions numériques et technologiques des dernières années ainsi que pour rationaliser les activités de surveillance.

Télécommunications

Le développement de nouvelles technologies, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle, aidera l'UE à devenir plus innovante et plus compétitive, plus inclusive, plus sûre et plus durable. Cela passera par la mise en place d'une réglementation uniforme relative à l'intelligence artificielle sur le marché intérieur. La présidence entamera des négociations avec le Parlement européen et les mènera aussi loin que possible.

Le travail de mise en place d'un système européen interconnecté pour les identités électroniques et les portefeuilles numériques pourrait aboutir à une réforme pionnière sur le marché intérieur. L'ambition de la présidence est d'entamer des négociations avec le Parlement européen et de les mener aussi loin que possible.

Les données sont une ressource stratégique et la présidence entend contribuer à la mise en œuvre de la stratégie européenne en matière de données, sans pour autant couper l'UE du reste du monde. Le règlement sur la gouvernance européenne des données sera un élément important de ce travail. La présidence compte reprendre le travail sur cette législation au

sein du Conseil, puis entamer les négociations avec le Parlement européen et les mener aussi loin que possible.

Les infrastructures numériques sont indispensables pour tirer parti des possibilités offertes par la transition numérique. La présidence entamera le travail au sein du Conseil concernant la loi sur les infrastructures de connectivité en vue de réduire les coûts de développement d'un réseau à grande vitesse pour la communication électronique.

Le règlement pour une Europe interopérable est une initiative clé pour créer les conditions d'une meilleure coopération publique dans l'Union dans le domaine numérique. Une telle coopération est propice à la fois aux économies d'échelle et aux innovations et la présidence compte faire avancer les négociations sur ce règlement au sein du Conseil.

Avec l'accélération de la transition numérique et l'évolution de la conjoncture mondiale, le travail sur la sécurité de l'information et la cybersécurité revêt une importance accrue. L'objectif de la présidence est de mener aussi loin que possible les négociations au sein du Conseil concernant la législation sur la cyberrésilience et les trilogues sur le règlement relatif aux mesures de cybersécurité dans les organisations propres de l'UE.

La sécurité et la protection de la vie privée dans les communications électroniques sont toujours d'une importance primordiale pour la poursuite du développement du marché intérieur numérique. La présidence poursuivra les négociations avec le Parlement européen concernant le règlement sur le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel dans les communications électroniques.

Énergie

L'UE doit être bien préparée pour le l'hiver prochain et être en mesure de relever les défis des prochaines années. La présidence est prête à agir rapidement et de manière résolue pour répondre aux défis urgents en matière d'énergie durant la crise énergétique actuelle. Le suivi attentif de l'évolution des marchés de l'énergie et de la mise en œuvre des mesures, ainsi que le traitement de propositions supplémentaires éventuelles concernant des mesures d'urgence et une réforme du marché de l'électricité de l'UE, seront une priorité.

La mise en œuvre du paquet "Fit for 55" est importante pour que l'UE puisse atteindre son objectif de neutralité climatique d'ici 2050. La présidence continuera à mener des trilogues avec le Parlement européen sur les propositions de révision de la directive sur les énergies renouvelables et de la directive sur l'efficacité énergétique. Il est important de fixer un niveau d'ambition élevé pour l'UE, tout en tenant compte des différentes possibilités de

contribution des États membres aux objectifs de l'UE en matière d'énergie à l'horizon 2030.

La présidence poursuivra également le travail relatif à la proposition de révision de la directive sur la performance énergétique des bâtiments. En révisant le cadre réglementaire, l'UE peut conjointement améliorer la performance énergétique des bâtiments, réduire les émissions des bâtiments et améliorer la disponibilité des infrastructures de recharge.

La présidence fera avancer les propositions relatives au paquet relatif au marché du gaz. Il est important d'augmenter la proportion des gaz renouvelables et à faible émission de carbone dans le système énergétique, tout en réduisant l'utilisation du gaz naturel. La présidence continuera également à travailler sur la proposition de règlement sur la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie. La réduction des émissions de méthane des sources d'énergie fossile est une mesure importante pour la transition écologique. La présidence continuera aussi à gérer en continu la position de l'UE dans les négociations internationales dans le domaine de l'énergie et, si nécessaire, à la coordonner.

Agriculture et pêche

En 2023, le travail de l'Union européenne relevant du Conseil « Agriculture et pêche » sera également affecté par l'évolution de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les questions en lien avec la production et la sécurité alimentaires resteront centrales. En outre, la présidence suédoise encouragera activement le travail de l'UE visant à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, tout en favorisant la compétitivité, l'emploi, la santé et le bien-être. Dans cet esprit, la mise en œuvre du pacte vert et de la stratégie « de la ferme à la table » figurera en bonne place parmi les priorités du printemps 2023. Dans ce contexte, les contributions des secteurs vert et bleu aux objectifs en matière de climat et leur adaptation au changement climatique sont importantes.

Agriculture

La présidence suivra la situation du marché, notamment à la lumière de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que l'évolution des prix des matières premières et des intrants agricoles, et elle se tiendra prête à faire face à toute crise ou à d'autres perturbations du marché. L'invasion russe a eu une incidence sur les coûts des intrants agricoles, comme le diesel, les engrais chimiques, l'électricité et les aliments pour animaux. De plus, la pénurie d'engrais chimiques pose un problème à l'approche des prochaines campagnes agricoles. La communication de la Commission sur un accès sécurisé aux engrais et des prix raisonnables est importante à cet égard. La présidence entend donner suite à toutes les propositions et initiatives éventuelles qui visent à renforcer la production alimentaire européenne. Par ailleurs, la présidence abordera les questions agricoles liées au commerce et donnera la priorité au travail relatif au rôle et au potentiel de la bioéconomie.

La présidence mènera les négociations sur la révision des indications géographiques le plus loin possible. En outre, la présidence avancera dans les négociations au sein du Conseil concernant les propositions de systèmes d'information pour la durabilité des exploitations agricoles.

La présidence donnera la priorité aux négociations sur la révision du règlement concernant l'information du consommateur sur les denrées alimentaires et ses dispositions sur l'étiquetage des produits alimentaires. Ces propositions constituent une partie importante de la « Stratégie de la ferme à la table » et ont une grande importance pour aider les consommateurs et les producteurs à faire des choix éclairés et durables concernant les denrées alimentaires. De plus, la présidence prévoit de mener aussi loin que possible les

négociations sur le règlement relatif à l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques.

La présidence entamera des discussions sur la proposition d'examen de la législation sur les semences, le matériel de reproduction végétal et forestier, ainsi que sur la prochaine proposition de la Commission concernant la révision de la législation sur les plantes produites par certaines nouvelles technologies génomiques.

La présidence pourrait entamer des discussions au sein du Conseil sur la proposition de loi relative à la surveillance des forêts et aux plans forestiers stratégiques. Dans les forums mondiaux, comme le forum des Nations unies sur les forêts, la présidence encouragera la promotion d'une gestion de la sylviculture durable et des chaînes de valeur durables. La présidence suivra la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour les forêts et veillera à ce que l'équilibre entre les trois dimensions de durabilité soit pris en compte.

Pêche

En plus de participer à plusieurs négociations internationales dans le cadre de l'ONU/FAO, d'accords de partenariat dans le secteur de la pêche et d'organisations régionales de gestion de la pêche, la présidence lancera un débat sur la révision de la politique commune de la pêche, y compris l'organisation des marchés. Dans le domaine de la pêche, la présidence s'efforcera également de mener des trilogues sur le règlement de contrôle de la pêche dans la ligne des objectifs et des principes de la politique commune de la pêche.

Environnement

La crise climatique et la perte de la diversité biologique sont des questions existentielles qui doivent être résolues ensemble. L'UE a un rôle important à jouer en tant que chef de file mondial de la transition écologique. La réduction de ses émissions nettes d'au moins 55 % à l'horizon 2030 et l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050 sont des contributions essentielles de l'UE à l'atténuation des changements climatiques. L'invasion actuelle de l'Ukraine par la Russie a encore mis davantage en évidence la nécessité de réduire les émissions, de basculer vers une société circulaire et plus économe en ressources, et de mettre fin à la dépendance de l'UE aux énergies fossiles. Les avancées technologiques des entreprises européennes et des citoyens ouvrent la voie à la transition écologique des industries, des transports et des sociétés, ce qui est crucial pour les emplois et le bien-être dans l'UE aujourd'hui et dans l'avenir.

Les questions d'environnement et de climat sont une priorité pour l'UE et un grand nombre de propositions sont déjà sur la table ou seront bientôt présentées par la Commission. Les propositions "Fit for 55" présentées en juillet 2021 définissent la méthode à employer par l'UE pour atteindre ses objectifs climatiques. Chiffrer le coût des émissions de carbone est essentiel et l'échange des quotas d'émission revêt une importance fondamentale dans le cadre de référence de l'UE sur le climat. La certification de la séquestration et de la capture du carbone devrait revêtir une importance accrue à l'avenir, notamment pour le développement de l'élimination des émissions biogéniques. Le rythme de la transition et l'électrification dans l'industrie automobile de l'UE, leader mondial, sont un exemple de l'importance de la transition écologique pour faire avancer l'innovation.

Les actions de l'UE en faveur de la transition climatique à l'intérieur de l'Union ont une incidence sur la probabilité qu'a le monde entier de respecter les engagements de l'accord de Paris. C'est pourquoi la présidence suédoise s'attachera en priorité à faire avancer les négociations sur les parties restantes du paquet "Fit for 55" avec un haut niveau d'ambition au sein du Conseil "Environnement. Il sera également important de faire avancer les résultats de la COP27. L'UE joue un rôle crucial dans le maintien du niveau d'ambition mondial.

Une révision des normes en matière de CO₂ pour les poids lourds nouvellement fabriqués sera importante afin de créer un cadre réglementaire pour accélérer la transformation du secteur des transports. La présidence continuera à faire avancer la proposition d'un système de certification pour l'élimination des émissions de CO₂ afin de promouvoir l'émergence d'un marché commercial de capture du dioxyde de carbone. La présidence poursuivra

également les négociations sur une révision du règlement relatif aux gaz fluorés et du règlement sur l'ozone avec pour ambition de progresser le plus loin possible.

La présidence suédoise accordera également la priorité à l'examen de la directive sur les émissions industrielles. Une autre proposition importante pour atteindre l'objectif zéro pollution de l'UE est l'examen de la directive sur la qualité de l'air.

Le développement d'une économie circulaire est important pour la transition écologique. La présidence veillera à ce que l'UE reste à l'avant-garde, y compris dans ce domaine. Cela concerne à la fois le mode de fabrication de nos produits de consommation et la façon dont ils sont conditionnés et transportés avant de parvenir au consommateur. La présidence prévoit par conséquent de continuer à mener le travail de révision de la directive sur les emballages. La présidence travaillera aussi sur les cadres réglementaires dans l'UE qui favorisent des cycles de matériaux non toxiques, l'utilisation accrue de matériaux recyclés pour la fabrication de produits de grande qualité et d'autres modèles d'entreprise propices à une économie circulaire. La présidence s'efforcera également de mener aussi loin que possible les négociations relatives à l'examen du règlement concernant les transferts de déchets. Il s'agit d'une contribution importante à l'augmentation des contrôles de flux de déchets et à la lutte contre les transports illégaux des déchets. Plusieurs négociations internationales devraient avoir lieu durant la présidence suédoise de l'UE, notamment un accord mondial juridiquement contraignant sur la pollution par les plastiques.

La transition écologique doit se faire à tous les niveaux et une condition essentielle est la protection de la diversité naturelle et biologique, aujourd'hui et pour les générations futures. La présidence poursuivra donc le travail concernant le règlement sur les objectifs en matière de restauration de la nature. Une autre tâche importante de la présidence sera d'assurer le suivi des résultats de la conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP15) et de garantir la mise en œuvre rapide du cadre mondial de la biodiversité.

Éducation, jeunesse, culture et sport

La liberté artistique et culturelle doit constamment être renforcée et défendue, notamment en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'éducation, la formation continue et les formations complémentaires peuvent contribuer à préparer les personnes, les sociétés et les entreprises à la transition numérique et écologique. Ce sont en outre des outils importants pour atteindre l'objectif d'une compétitivité renforcée pour l'UE et disposer des compétences adéquates pour les emplois du futur dans l'UE.

Éducation

2023 est l'année européenne des compétences, et la présidence a pour ambition de la mettre en lien avec la problématique de l'adéquation des compétences aux besoins du marché du travail. La présidence soulignera la façon dont l'éducation peut contribuer à la transition et au perfectionnement professionnel et elle engagera une discussion sur les conditions nécessaires pour que les personnes comme les entreprises puissent acquérir les compétences dont elles ont besoin en vue de la transition écologique.

En outre, la présidence fera avancer les travaux portant sur l'espace européen de l'éducation, notamment en ce qui concerne la reconnaissance mutuelle des qualifications. La présidence prévoit également d'entamer l'examen des deux recommandations du Conseil annoncées par la Commission sur la transformation numérique dans le domaine de l'éducation.

Jeunesse

La participation des jeunes à la prise des décisions politiques contribue à améliorer ces dernières et à les rendre plus durables. Les connaissances des jeunes, leurs points de vue et leurs expériences apportent une contribution importante au processus démocratique. Les questions d'actualité dans le domaine de la jeunesse sont alignées sur le thème prioritaire commun décidé par le trio de présidences et par le conseil "Jeunesse" en 2021, basé sur l'objectif européen pour la jeunesse n° 3 relatifs aux sociétés inclusives et sur l'objectif n° 10 relatifs à une Europe verte et durable. La présidence suédoise a l'intention de mettre en valeur la dimension sociale du développement durable. La présidence entend également

se pencher sur une résolution du Conseil concernant les résultats du neuvième cycle du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse, comme il est d'usage à la fin de chaque cycle, ainsi que sur une résolution du Conseil concernant l'évaluation à mi-parcours du plan de travail pour la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse 2022-2024.

Culture et médias

Dans le domaine de la culture, la présidence compte présenter des conclusions du Conseil sur les artistes déplacés, en vue de souligner l'importance de leur accorder protection et soutien pour continuer leurs réalisations artistiques dans le cadre des structures et programmes existants. La présidence entend également aborder d'autres aspects concernant les conditions favorables à la création artistique et à la liberté artistique, ainsi que les conditions requises dans le domaine de la culture et de la création.

Une démocratie vivante et résiliente a besoin que les secteurs des médias et de la culture soient indépendants et forts. La présidence fera avancer les travaux sur la proposition de législation européenne sur la liberté des médias.

Sport

La Suède travaillera sur les questions d'actualité telles que le plan de travail de l'UE en faveur du sport 2020-2024, qui inclut entre autres la bonne gestion et la bonne gouvernance dans le domaine du sport. De plus, le travail de l'UE au sein de l'Agence mondiale antidopage (AMA) sera mis en valeur.
